



LE DEVOIR

VOL. CII N° 235

LE LUNDI 17 OCTOBRE 2011

1,09 \$ + TAXES = 1,24 \$



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Thomas Mulcair a annoncé jeudi qu'il se lançait dans la course à la direction du NPD.

POINT CHAUD

« Je ne parle pas la langue de bois »

Thomas Mulcair ne s'est pas fait que des amis au NPD... et il soutient qu'il avait raison

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Thomas Mulcair le sait, ses ardeurs d'homme « déterminé » seront à la fois sa meilleure arme et son point faible dans la course au NPD. Mais pas question pour lui de nier ce qu'il est viscéralement: un batailleur convaincu et souvent convaincant. La méthode dérange parfois, mais Mulcair est Mulcair et il fera campagne à la Mulcair. C'est-à-dire sans concession.

Au lendemain de l'annonce officielle de sa candidature, Thomas Mulcair multipliait les interventions. A une radio anglophone vendredi matin, il a subtilement remis à sa place un animateur qui laissait entendre qu'il était un « closet separatist ». « Les référendums, je les ai faits, moi », lui a-t-il rapidement répondu.

Quelques heures plus tard, il faisait face à son ancien adversaire politique à Québec, Mario Dumont, qui l'invitait sur son plateau. Et ainsi de suite durant toute la journée, à tenter de toucher tous les publics, en anglais et en français. Mais les caméras, les débats, Thomas Mulcair adore. Il est dans son élément. Très affable, capable de tout défendre, le regard rivé

VOIR PAGE A 8: MULCAIR



BARRY AMBROSE REUTERS

TUNISIE

Vote blanc pour préparer l'élection d'une assemblée constituante

■ À lire en page B 1

INDEX

Annonces.....	B 6	Idées	A 7
Avis publics... B 3	Météo	B 5	
Convergence... B 7	Monde	B 1	
Culture	B 8	Mots croisés... B 5	
Décès	B 6	Religions	B 6
Économie	B 3	Sudoku	B 3
Éditorial	A 6	Télévision	B 7

SONDAGE LÉGER MARKETING-LE DEVOIR

Oui au péage sur Champlain

Les Québécois appuient le projet fédéral de pont, mais ils ne comprennent pas la fixation d'Ottawa sur la reine

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Le gouvernement conservateur n'est pas toujours au diapason de l'électorat québécois, mais il n'a pas raté son coup avec le projet du pont Champlain: la population approuve dans une large majorité l'idée d'imposer un péage sur

la nouvelle structure et de construire cette dernière en formule PPP.

C'est ce que révèle un sondage Léger Marketing/Le Devoir réalisé les 11 et 12 octobre. L'idée du péage reçoit l'assentiment de 59 % des 1005 Québécois interrogés, un taux d'approbation qui est sensiblement le même à Montréal (58 %)

qu'à Québec (62 %) et ailleurs dans la province. La population se dit également d'accord à 57 % avec la proposition de réaliser le projet en partenariat public-privé (PPP), solution favorisée par Ottawa.

VOIR PAGE A 8: PÉAGE

MONTRÉAL SE JOINT AU MOUVEMENT MONDIAL DES « INDIGNÉS »



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les manifestants ont envahi samedi le square Victoria, à Montréal, afin de se joindre à la vague mondiale de protestation.

Démocratie dans la rue à la « place du Peuple »

BRIAN MYLES

Une cinquantaine de tentes ont poussé durant la fin de semaine au square Victoria, rebaptisé « place du Peuple » par les indignés montréalais qui développent rapidement un sens de la communauté.

Environ 250 personnes ont passé l'après-midi

d'hier à débattre de la gouvernance d'Occupons Montréal. Le mouvement a opté pour une représentation démocratique, avec vote à main levée, mais il préfère de loin la recherche de consensus.

L'exercice de la démocratie participative n'est pas de tout repos. Les indignés ont mis une heure à s'entendre pour tenir une assemblée quotidienne à 18h en semaine et à 13h les week-ends.

Travail de jour, études, travail de nuit: concilier les préoccupations des uns et des autres n'était pas une mince affaire.

Les indignés ont passé deux épreuves autrement plus difficiles lorsque des participants ont voulu interdire les drapeaux (celui des Patriotes

VOIR PAGE A 8: PEUPLE

■ Un « jalon historique », page A 5 ■ La chronique de François Brousseau: Réinventer la politique, page B 1

PRÉSIDENTIELLE DE MAI 2012 EN FRANCE

Hollande affrontera Sarkozy

Le gagnant de la primaire socialiste veut « réenchanter le rêve français »

CHRISTIAN RIOUX

Paris — C'est un député de Corrèze à qui personne n'accordait jusqu'à tout récemment de destin présidentiel qui affrontera le 6 mai prochain le président Nicolas Sarkozy. Avec 57 % des suffrages, François Hollande l'a largement emporté hier devant sa rivale, Martine Aubry, maire de Lille. Toute la journée, le suspense a été inten-

se alors que 2,7 millions de sympathisants de gauche se sont présentés dans les bureaux de vote pour le second tour de cette première élection primaire de l'histoire de la V^e République.

Rue de Solferino, l'ambiance était au rassemblement. Le gagnant est arrivé en héros sur le parvis du siège du parti avec son ancienne adversaire,

VOIR PAGE A 8: HOLLANDE



GONZALO FUENTES REUTERS

François Hollande accueilli en triomphe au quartier général du Parti socialiste, hier à Paris, après sa victoire au second tour de la primaire.

LE MBA PROFESSIONNEL

UN MBA À TEMPS PARTIEL INTÉGRÉ ET INTERNATIONAL DESTINÉ AUX PROFESSIONNELS DU MARCHÉ DU TRAVAIL MONTRÉALAIS



23 octobre: séance d'information

Pour confirmer votre présence: professionalmba.mgmt@mcgill.ca

McGill est la meilleure université canadienne et se classe parmi les 20 meilleures au monde.*

*Palmarès mondial des universités QS, 2011.



PARLONS DES VRAIES AFFAIRES

mcgill.ca/desautels



ACTUALITÉS

EN BREF

Dettes : l'Europe veut arrêter l'hémorragie

Bruxelles — L'Europe est au seuil d'une semaine décisive qui culminera avec un sommet de ses dirigeants le 23 octobre, où ils comptent donner un coup d'arrêt à une crise de la dette qui dure depuis près de deux ans et menace leur monnaie commune, mais aussi l'économie mondiale. Les ministres ont promis d'apporter le 23 octobre une réponse «décisive» à la crise de la dette, à la fois «globale et durable». L'idée est de présenter un ensemble de mesures, en vue du sommet des vingt principaux pays riches et émergents (G20) les 3 et 4 novembre à Cannes, afin de stabiliser la Grèce qui va bénéficier d'un prêt de huit milliards, renforcer le pare-feu financier de la zone euro pour éviter que l'Espagne ou l'Italie ne lui emboîtent le pas — ce qui condamnerait l'euro —, renflouer les banques et améliorer la gouvernance de l'Union monétaire. — AFP

Twitter pour protester à TLMEP

Des dizaines d'internautes ont répondu à l'appel de la FAECUM et ont occupé hier soir l'espace Twitter de l'émission *Tout le monde en parle* (#TLMEP) pour protester contre la hausse annuelle des droits de scolarité de 325 \$ pendant cinq ans dès l'automne 2012. Les étudiants ont mis en ligne sur le réseau des liens vers des capsules vidéo inspirées des publicités que l'Université de Montréal diffuse durant l'émission, mais dénonçant l'effritement de l'accessibilité aux études supérieures. «Au moins, les étudiants ne seront pas accusés de méfait et de prise de possession d'un lieu par la force», a ironisé Me Véronique Robert, de la Ligue des droits et libertés. — *Le Devoir*

Sondage sur les jeunes Québécois

Des cyberdépendants souffrant de solitude

LISA-MARIE GERVAIS

Ouvert sur le monde, mais pas très «vert», grand consommateur et cyberdépendant, mais nostalgique et souffrant du mal de vivre. Voilà le portrait du jeune Québécois brossé à grands traits par un sondage Léger Marketing commandé par *Hebdos Québec* dévoilé aujourd'hui. Si certains résultats ne surprennent guère, d'autres viennent secouer des idées préconçues. «Ce qui m'a frappé c'est le côté vert des jeunes, qui n'est pas si présent, et leur grande solitude», a dit Gilbert Paquette d'*Hebdos Québec*.

Il est vrai que l'image de grands sauveurs de la planète pourfendant «les baby-boomers pollueurs» colle davantage aux 18-29 ans. Mais, devant les résultats du sondage, force est d'admettre qu'ils ont du chemin à faire avant d'être exemplaires. Alors que 70 % des Québécois ont fait un geste en ce sens, seulement 59 % des jeunes de 18-29 ans l'ont fait. Les jeunes seraient également plus pessimistes que la moyenne des Québécois au sujet de l'amélioration de la qualité de l'environnement: 25 % d'entre eux croient que celle-ci va se détériorer au cours des cinq prochaines années dans leur coin de pays, alors que ce taux est de 17 % pour le Québec. «Certains avancent la théorie que les jeunes ont jeté l'éponge par rapport à l'environnement», a dit M. Paquette, bien qu'il admette que cela nécessitera une autre enquête pour en déterminer les raisons.

Toutefois, les jeunes semblent plus ouverts d'esprit, alors que seulement 39 % d'entre eux considèrent que l'arrivée au Qué-



PUNIT PARANJE REUTERS

Être branché ne sort pas nécessairement de l'isolement.

bec d'immigrants d'origines ethniques différentes représente une menace pour la culture québécoise, alors que le taux est de 42 % pour l'ensemble du Québec.

Maladie mentale

De tous les Québécois, ce sont les jeunes (23 %) qui se sentent les plus seuls, révèle l'enquête. Et cette fois, les jeunes de la métropole s'en ressentent particulièrement. Les 18-29 ans ont également une plus grande peur de développer une maladie mentale ou une dépression (25 %) contre 18 % chez la moyenne des Québécois. Les jeunes seraient également nombreux à rêver de vivre à une autre époque (58 %). Et 62 % d'entre eux ont répondu qu'ils trouvaient difficile de ne pas se connecter à Internet pendant quelques jours, contre 54 % pour l'ensemble des Québécois.

«Il y a une corrélation entre ceux qui voudraient vivre à une autre époque et qui disent qu'Internet les isole de leur entourage.

C'est comme si les 18-29 ans étaient devenus accros de quelque chose qui ne les comble pas», a analysé M. Paquette.

Autre fait intéressant, les diverses tendances ne suivent pas des logiques géographiques. «Je ne peux même pas dire que l'Est et l'Ouest pensent de la même façon. Le Québec est un gruyère. Il y a des façons de faire et de penser qui sont propres à un milieu. Mais à 50 kilomètres de là, les gens peuvent penser complètement différemment», a noté M. Paquette.

Intitulée *Découvrez le vrai visage du Québec*, cette enquête a été réalisée dans 149 localités auprès de 29 016 Québécois hommes ou femmes de 18 ans et plus. La marge d'erreur totale des résultats est de l'ordre de 0,58 %, et ce, 19 fois sur 20, tandis que celle d'un marché individuel est d'environ 6,93 % (basée sur un marché de 200 répondants), et ce, également 19 fois sur 20.

Le Devoir

Pénurie de médicaments

Santé Canada force la main aux pharmaceutiques

HEATHER SCOFFIELD

Ottawa — Sur l'insistance de Santé Canada, les sociétés pharmaceutiques canadiennes ont soumis un plan afin de contrer d'éventuelles mais inquiétantes pénuries de médicaments sur ordonnance.

La ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, avait écrit aux entreprises et à diverses associations médicales en août pour leur demander d'adopter des pratiques devant permettre d'alerter les médecins en temps opportun de la possibilité de pénuries de médicaments. Si rien n'était fait d'ici au 30 septembre, avait-elle menacé, elle imposerait une solution.

Dans des lettres obtenues par *La Presse canadienne*, les entreprises ont réagi en acceptant de rassembler des renseignements sur des pénuries existantes ou à venir. Elles publieront les détails de ce plan «au cours des prochaines se-

maines» sur deux sites Web.

Elles ont aussi promis de créer un site Web plus complet qui deviendrait une source permanente d'informations sur les pénuries de médicaments sur ordonnance — tant et aussi longtemps que Santé Canada contribuera à son financement.

Aucune entente n'a été conclue sur des façons de diminuer le nombre de pénuries. Selon l'Association des pharmaciens du Canada, la chaîne d'approvisionnement complexe et fragile, en plus d'être sujette aux ruptures, serait en cause dans ces pénuries.

Parmi la liste des dix principaux médicaments dont les réserves sont insuffisantes figurent les antidépresseurs, les antibiotiques ainsi que les médicaments contre la nausée, l'hypertension artérielle de même que les problèmes mentaux.

La Presse canadienne

EN BREF

Lancement d'un satellite: Ottawa aurait puni Moscou

La décision du Canada de lancer en 2012 le satellite *Sapphire* en Inde plutôt qu'en Russie visait à sanctionner le Kremlin pour l'invasion de la Géorgie par les troupes russes en 2008, selon un expert des affaires militaires. James Fergusson, le directeur du Centre d'études militaires de l'Université du Manitoba, a tiré cette conclusion à partir d'un télégramme diplomatique envoyé par Ottawa à Washington. Daté du 6 octobre

2008, le télégramme, classé secret, mais mis en ligne sur le site WikiLeaks, titrait: «Le Canada considère les solutions de rechange pour son lancement spatial en raison de l'invasion de la Géorgie par la Russie.» Selon M. Fergusson, ce conflit inquiétait l'Occident et les membres de l'OTAN. Le spécialiste croit que le Canada voulait signifier sa désapprobation à la Russie en la privant des retombées économiques liées au lancement de son premier satellite militaire. Le coût d'une telle opération est estimé à 4,5 millions de dollars. — *La Presse canadienne*



Le commandant et son équipage vous souhaitent un très agréable voyage d'affaires à destination de Paris, Genève, Dubaï...plus de 900 villes qui vous permettent de profiter de l'un des premiers réseaux aériens mondiaux avec nos partenaires SkyTeam.

ACTUALITÉS



Démocratie bancaire



MANON CORNELLIER

Le Parlement reprend ses activités aujourd'hui avec, au menu, le débat en deuxième lecture du projet de loi de mise en œuvre du budget, le projet de loi C-13. De la routine, bien sûr, mais de celle qui justifie l'existence de notre démocratie parlementaire. Parler taxes et dépenses est la mission première du Parlement.

Mais maintenant qu'il est majoritaire, le gouvernement Harper traite le Parlement comme une nuisance. Depuis le retour des députés en septembre, il a imposé le huis clos dans les comités où il voulait défaire, sans s'expliquer, des motions de l'opposition demandant, entre autres choses, d'étudier plus à fond des rapports du vérificateur général. Le gouvernement se plaît aussi à forcer le pas aux Communes. Il a par exemple limité le temps de débat sur le projet de loi omnibus en matière de justice, une des pièces de résistance du menu législatif qui va accentuer un profond changement de cap de notre système judiciaire.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a décidé de faire de même avec le projet C-13. Il n'a prévu que quatre jours de débats. Trois ont eu lieu, ce qui veut dire que le vote pour renvoyer le tout en comité pourrait se tenir dès aujourd'hui.

La manœuvre est choquante pour quiconque se préoccupe de l'état de santé de notre démocratie. En refusant aux députés l'occasion de jouer leur rôle, on réduit le Parlement au rang de spectateur et on indique aux citoyens qui n'ont pas voté pour les conservateurs que leur voix aura peu de chances de trouver écho aux Communes, qu'elle sera étouffée dès que le gouvernement en aura l'occasion. Les conservateurs se défendent en rappelant que les libéraux étaient friands du couperet quand leurs projets de loi budgétaires étaient à l'étude. Mais ceci ne justifie pas cela, d'autant plus que conservateurs, réformistes et alliés ont toujours dénoncé le recours au bâillon quand ils étaient dans l'opposition.

La seconde raison de s'inquiéter est inscrite dans le projet lui-même. Il s'agit de l'élimination de la subvention versée aux partis politiques pour chaque vote obtenu. Cette source de financement des partis n'est pas une coquette. Elle a été mise en place en même temps que le financement populaire des partis.

«Le montant avait été calculé en fonction des dépenses réelles des partis. L'idée était d'éviter un appauvrissement qui empêcherait les partis de fonctionner correctement avec secrétariat, service de recherche sur les politiques et ainsi de suite», explique en entrevue l'ancien directeur général des élections, Jean-Pierre Kingsley.

«Le Canada est un des rares pays dans le monde à avoir trouvé une formule qui respecte les principes de base de la démocratie. Ailleurs, on voit sans cesse des machinations et un manque de transparence pour pouvoir lever les fonds nécessaires à l'opération des partis», poursuit celui dont les conseils sont très sollicités à l'étranger, mais souvent peu pris en considération au Canada.

La disparition de cette subvention touchera tous les partis. (Ce qui, en soi, devrait inciter un gouvernement à la fibre le moins démocratique à permettre un débat digne de ce nom.) Mais les conservateurs, qui perdront davantage en chiffres absolus, en souffriront moins que les autres, car seulement le tiers environ de leurs fonds provient de cette subvention, note M. Kingsley. «Éliminer la subvention n'est pas une mesure qu'un chef préconiserait si elle mettait son parti en difficulté», dit-il.

Les conservateurs, eux, disent qu'il revient aux partis de subvenir à leurs besoins en faisant appel à la générosité de leur base. Ils évitent cependant de parler des autres sources publiques de financement des partis: le remboursement des dépenses électorales et le crédit d'impôt pour contribution à un parti politique. Comme par hasard, ce sont eux qui en profitent le plus.

Il y a plus triste encore. Ce que les conservateurs veulent faire disparaître est le seul mécanisme qui, dans notre système électoral, a été conçu de façon à «parfaitement refléter la volonté populaire exprimée au moment du scrutin», souligne M. Kingsley. La subvention est directement liée au nombre de votes obtenus, ce qui n'est pas le cas des autres sources publiques de financement.

Notre mode de scrutin respecte moins la volonté populaire que cette subvention, comme on l'a vu lors des élections du 2 mai dernier et des quatre élections provinciales qui ont eu lieu cet automne. Avec moins de 40 % des voix exprimées (et l'appui du quart seulement des électeurs inscrits), les conservateurs ont obtenu une majorité confortable de sièges. À l'Île-du-Prince-Édouard, les conservateurs ont obtenu 40,2 % des voix, mais seulement 5 des 27 sièges. À Terre-Neuve, le NPD a obtenu plus de voix que les libéraux, mais ces derniers forment l'opposition officielle après avoir fait élire plus de députés. Avec seulement 46 % des voix, le NPD a remporté une des plus fortes majorités de l'histoire du Manitoba. En Ontario, il ne manque qu'un siège aux libéraux pour être majoritaires alors qu'ils ont obtenu à peine 2,2 % de plus des voix que les conservateurs.

La priorité des conservateurs fédéraux n'est pas l'amélioration de notre système démocratique, mais le renforcement de leur position dominante sur l'échiquier politique fédéral. Le bâillon est une démonstration de plus du fait qu'ils ne se gêneront pas pour l'occuper.

mcornellier@ledevoir.com



La chef de Vision Montréal, Louise Harel, a eu droit hier à une ovation de ses militants.

Harel lance l'idée d'une fusion avec Projet Montréal

La chef de Vision Montréal briguera la mairie en 2013

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Louise Harel, la chef de Vision Montréal, a ouvert la porte à une fusion de sa formation politique avec le deuxième groupe d'opposition à l'Hôtel de Ville en vue de la prochaine élection municipale, mais le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, l'a aussitôt refermée. Fin de la discussion?

«On est vraiment ouverts à cette possibilité [d'unifier l'opposition au maire de Montréal, Gerald Tremblay, advenant qu'il soit candidat à sa propre succession], a déclaré Louise Harel en marge du congrès de Vision Montréal, qui avait lieu hier dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

La chef de l'opposition officielle a précisé qu'aucun pourparler n'avait toutefois été engagé en ce sens par Vision Montréal et Projet Montréal avant qu'elle se présente devant les journalistes. En 2009, le maire sortant, Gerald Tremblay, avait été réélu avec 37,9 % des voix exprimées, soit environ 85 000 de moins que celles amassées par ses deux principaux adversaires, Louise Harel (32,73 %) et Richard Bergeron (25,45 %). La division des voix entre Vision Montréal et Projet Montréal avait permis au chef d'Union Montréal de remporter un troisième mandat à la tête de la métropole du Québec.

«C'est ça qui a fait en sorte que nous avons été battus la dernière fois», a indiqué la mairesse de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Anie Samson. «Je pense que le message est clair: nous sommes plus fort unis que divisés. La porte [à une fusion] n'est pas fermée de notre côté.»

Le «mariage» ne pourrait être consommé que six mois avant le déclenchement de la prochaine campagne électorale, a indiqué un élu de l'opposition officielle. D'autre part, les membres du

parti né d'une fusion entre Vision Montréal et Projet Montréal choisiraient leur candidat à la mairie lors d'une course à la direction en bonne et due forme. «Il faut trouver la meilleure personne pour le battre [Gerald Tremblay], a affirmé Mme Samson.

D'ici là, Louise Harel, qui veut s'attaquer aux inégalités entre les 19 arrondissements, briguera l'investiture de Vision Montréal, en février 2013, a-t-elle annoncé officiellement hier devant un auditoire conquis d'avance de quelque 200 personnes.

Projet Montréal repousse l'idée

Le parti de Richard Bergeron a balayé du revers de la main la proposition inattendue de Louise Harel. «Nous ne voulons pas être associés au lourd passé que traîne Vision Montréal», a fait savoir l'attachée de presse de Projet Montréal, Catherine Maurice, montrant du doigt les constats d'infraction du Directeur général des élections du Québec remis au fil des années dans le camp de Vision Montréal et «le cas» Benoit Labonté.

«L'immense dette» que Vision Montréal a contractée au cours de la campagne électorale de 2009 constitue une autre pierre d'achoppement d'une fusion entre les deux partis politiques. «Vision Montréal, c'est une grosse dette, pas de programme. Projet Montréal, c'est pas de dette, un gros programme.»

Plus tôt, le Parti québécois, l'Action démocratique du Québec et Québec solidaire avaient dépêché un porte-parole afin de prendre part à une table ronde portant sur l'avenir de Montréal. Pour sa part, le Parti libéral du Québec avait décliné l'invitation faite par Vision Montréal. «Nous le regrettons. Et ce n'est pas faute d'avoir insisté auprès d'eux», a souligné Louise Harel.

Le Devoir

De nouveaux appuis pour François Legault

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le cofondateur de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ), François Legault, peut aujourd'hui s'enorgueillir de l'appui de quarante jeunes professionnels, dont une poignée d'anciens militants libéraux et péquistes.

François Beaudry, qui a été à la tête de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec (PLQ) de 2007 à 2008, s'est notamment rangé derrière l'ex-ministre péquiste à l'instar d'anciens présidents de la Commission-Jeunesse de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Micaël Bérubé (2003-2004) et Catherine Goyer (2007-2009). Sylvain Lévesque, qui a été deux fois plutôt qu'une candidat du Parti québécois (PQ) dans la circonscription de Vanier, a aussi donné son appui à la CAQ. «Il y a des jeunes de tous les partis politiques, incluant le Parti libéral, qui viennent dire aujourd'hui: "On n'accepte plus l'immobilisme", s'est réjoui M. Legault.

Il a fait valoir que le Québec avait besoin de «nouvelles figures», désireuses de «passer de la résignation à l'action» au gouvernement, pour aller de l'avant, soulignant toutefois que ces nouveaux adhérents ne se métamorphoseraient pas tous en candidats lors de la prochaine campagne électorale. Le porte-parole du «groupe des 40» Ryan Hillier a refusé de spécifier s'il porterait les couleurs d'une formation politique née des cendres de la CAQ. «C'est certain que ça m'intéresse, mais [...] on n'est pas venus à ce stade-là», a affirmé M. Hillier, qui a été candidat du Parti libéral du Canada en 2008.

Pressé de questions sur l'avenir de la CAQ, François Legault a répété qu'il s'affairait actuellement à jauger ses appuis. «On termine jeudi la tournée des 17 régions du Québec. Jusqu'à maintenant, on a un bon support. [...] Si on sent qu'il y a un appui, on va former un nouveau parti politique pour mettre en place les changements qui sont proposés», a-t-il déclaré dans un point de presse organisé en marge d'une rencontre avec le «groupe des 40» (31 hommes, 9 femmes), à l'hôtel Le Place d'Armes. «On ne pourra pas seulement faire des discussions de salon. Il va falloir aussi passer à l'action. [Mais], ne nous contons pas d'histoire, la journée qu'on devient un parti politique, vous allez voir des pancartes devant nos assemblées. Il faut être prêts.» François Legault annoncera officiellement, début novembre, la création d'un nouveau parti politique, selon TVA.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le Devoir

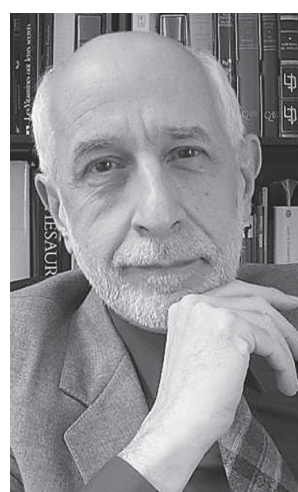
EN BREF

Charest discuterait d'une commission d'enquête

Le gouvernement libéral est sur le point d'ordonner la mise sur pied d'une commission d'enquête sur l'industrie de la construction, selon le commentateur politique Jean Lapierre. Celui-ci n'a toutefois dit mot, hier soir, de la forme que prendrait la commission d'enquête; publique ou à huis clos, ou encore, publique et à huis clos. Le premier ministre du Québec, Jean Charest, qui aurait passé le week-end à fixer avec un soin minutieux les paramètres de celle-ci, réunirait ses députés demain à partir de 8h afin de discuter de l'éventuelle volte-face de son gouvernement. — *Le Devoir*

Des excuses de Don Cherry

Nashville — Les anciens hommes forts de la Ligue nationale de hockey (LNH) Stu Grimson, Chris Nilan et Jim Thomson ont dit accepter les excuses du commentateur Don Cherry. Ils ont émis un communiqué conjoint, hier, affirmant «apprécier» les excuses offertes la veille par Don Cherry dans le cadre de sa chronique au réseau anglais de Radio-Canada. Don Cherry a finalement présenté samedi ses excuses aux trois anciens joueurs, qu'il avait critiqués pour leurs opinions exprimées sur les bagarres au hockey. Il les avait qualifiés la semaine dernière d'«hypocrites» et de «vomisseurs». — *La Presse canadienne*



Congédié?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-10-15

649	14 24 27	03	compl.	Québec 49	05 07 13 34	compl.
	36 39 42				21 27 41	

Lot Boni : 04 13 15 20 26 41
Prochain gros lot (approx.): 3 000 000 \$

Structure de lots complète sur lotoquebec.com

Extra 0477067

LOTTO Résultats des tirages du : 2011-10-14

MAX	01 03 07 19 31 39 49	COMPL. (17)
-----	----------------------	-------------

Extra 4713154 Prochain gros lot : 20 000 000 \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Destinations

L'Argentine autrement

Loisirs et découvertes vous invite à la présentation touristique de l'Argentine. Là où les 6 continents se rencontrent dans un seul pays! Là où les différences culturelles et l'histoire se mélangent! Là où la sensualité est au rendez-vous!

Dates : 18 octobre à 13h30
25 octobre à 18h00

Le voyage a été conçu et vous serez accompagné de guide Argentin.

Loisirs & Découvertes Entrée gratuite sur réservation seulement
514 680-7434 ou en ligne
www.loisirs-et-decouvertes.com Info@loisirs-et-decouvertes@gmail.com

SOUPERS-CONFÉRENCES

RUSSIE > 18 octobre 2011
28 jours ♦ SEPTEMBRE 2012

TURQUIE > 25 octobre 2011
27 jours ♦ MAI 2012 ♦ OCTOBRE 2012

AFRIQUE DU SUD > 1^{er} novembre 2011
26 jours ♦ MARS 2012

LIEU: Restaurant l'Evidence, 3619 St-Denis
ENTRÉE: sur réservation HEURE: 17H30
RÉSERVATION: 514-844-0407 / culturelsvip@qc.aira.com

VOYAGES CULTURELS VIP
3627, RUE SAINT-DENIS
MONTRÉAL, QC.
H2X 3L6
T. 514-844-0407 • 1-866-481-4425
WWW.VOYAGESCULTURELSVIP.CA

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au 514 985-3456 - jdebilly@ledevoir.com



Desjardins &



Desjardins & Cie

Transat fait confiance aux experts de Desjardins pour ses affaires dans plus de 60 pays à travers le monde.

C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

desjardins.com/entreprises



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

ACTUALITÉS

Les refuges pour sans-abri sont bondés

La situation exceptionnelle fait craindre le pire pour l'hiver

BRIAN MYLES

Les refuges pour sans-abri sont demeurés à pleine capacité tout l'été à Montréal, une situation inédite qui préoccupe les groupes d'aide.

En temps normal, les refuges sont utilisés entre 50 % et 80 % de leur capacité lors de la saison chaude. Cet été, il n'y a eu aucun répit. La Mission Bon Accueil (140 places) a observé une hausse de 50 % de sa fréquentation. La Maison du Père (156 places) était bondée, au point de refuser de 20 à 30 personnes tous les soirs. La Mission Old Brewery (245 places) fonctionnait aussi à pleine capacité. Les ressources pour femmes ont connu les mêmes problèmes.

La Direction de la diversité sociale de la Ville de Montréal a même organisé une rencontre spéciale, le 1er septembre dernier, pour y voir un peu plus clair. «Les responsables des refuges ont manifesté leurs inquiétudes devant cette situation inédite», affirme le rapport. Ils se questionnent sur leur capacité d'offrir des places suffisantes à l'approche de l'hiver.

Le chômage, l'augmentation des loyers et l'éclatement des

ménages figurent parmi les principales raisons de cette recrudescence de l'itinérance. Le problème déborde des frontières de Montréal. A Trois-Rivières, le Centre le Havre a dû installer des tentes dans sa cour pour accueillir sa clientèle. Sans l'ajout de places d'urgence, les refuges ne pourront pas satisfaire à la demande cet hiver, craignent les responsables.

C'est dans ce contexte peu reluisant que se tiendra la 22e Nuit des sans-abri, vendredi prochain. Vingt-cinq villes y prendront part, un record peu enviable selon Pierre Gaudreau, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM). «Il y a un accroissement et une aggravation de l'itinérance. Les gens ont des parcours de vie de plus en plus difficiles, et ils ont des besoins importants», dit-il.

Les «vigiles de solidarité» se déroulent cette année sur le thème de la lutte contre la pauvreté. Comme l'a démontré avec éloquence la série de télé-réalité *Les Naufragés des villes*, il est pratiquement impossible de s'affranchir de la pauvreté avec une prestation



L'itinérance s'est aggravée cette année à Montréal.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

d'aide sociale (moins de 600 \$ par mois). La série a d'ailleurs reçu le prix «coup de cœur» des 25 organisateurs de la Nuit des sans-abri.

Le coût de la pauvreté est de 25 milliards par année au Canada, selon une évaluation récente du Conseil national du bien-être social. Il faudra une réelle volonté politique pour en venir à bout, estime M. Gaudreau.

Le RAPSIM entend profiter de la prochaine commission parlementaire sur le sujet, à

Québec, pour revendiquer une hausse du salaire minimum de 9,65 \$ à 12 \$ l'heure.

Par ailleurs, le RAPSIM juge qu'il faudrait ajouter 5 millions à l'enveloppe existante de 20 millions pour répondre aux besoins en itinérance à Montréal, où la population de sans-abri aurait doublé. De 12 666 personnes en 1998, elle se chiffrait désormais entre 25 000 et 30 000 personnes.

Le Devoir

Gaz de schiste: des militants se rendent aux États-Unis à la recherche de réponses

LISE MILLETTE

Avec l'objectif d'obtenir des réponses que l'industrie gazière refuse de lui fournir, une délégation québécoise opposée à l'exploitation et l'exploration des gaz de schiste s'est rendue aux États-Unis pour étudier quelle était la situation de cette région dans ce domaine.

Le groupe s'est dirigé vers la Pennsylvanie vendredi et, dans l'autobus de retour, hier, le porte-parole de la délégation, Serge Fortier, considérait que le déplacement leur avait permis d'en apprendre davantage.

La filière schiste existe depuis plus de dix ans aux États-Unis. Les puits sont en pleine activité, et les autorités environnementales et scientifiques ont déjà entre les mains les impacts de l'industrie sur le quotidien des gens vivant à proximité des installations. Les opposants au gaz de schiste ont ainsi pu constater les conséquences de cette exploitation. Ils ont notamment rencontré des citoyens — qui ont participé au film *Gasland* — composant avec de l'eau contaminée depuis que des puits ont

été aménagés sur leurs territoires. Outre ces citoyens, des professeurs d'université et des médecins leur ont fourni des informations jugées pertinentes pour la suite de leur combat. Le groupe Talisman Energy a aussi offert une visite d'une station de compression, un aménagement qui n'a pas encore fait son entrée au Québec, mais qui pourrait apparaître si l'industrie poursuit son essor.

Cet arrêt auprès de membres de l'industrie a laissé les participants de la caravane sur leur appétit. «Nous n'avons pas été satisfaits, parce que les réponses qu'on souhaite avoir, on ne les a pas eues. On nous a servi encore le même discours», a dit M. Fortier.

La délégation souhaitait en savoir plus, jugeant que le point de vue de l'industrie a été abondamment répandu, mais que l'embellie présentée par les promoteurs gaziers ne saurait traduire fidèlement la réalité.

En tout, une cinquantaine de militants et d'élus municipaux ont participé à cette tournée en Pennsylvanie.

La Presse canadienne

Mouvance Occupons Wall Street

Un «jalon historique» dans la remise en question du capitalisme

BRIAN MYLES

L'occupation de Wall Street et les multiples mouvements semblables marquent «un jalon historique» dans la remise en question du capitalisme et de la mondialisation.

Selon John Downing, spécialiste des médias alternatifs et des mouvements sociaux, l'action des indignés à travers le globe s'inscrit en droite ligne idéologique avec le mouvement zapatiste au Mexique, les protestations contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), au milieu des années 90 au Canada, ou encore celles contre le sommet de l'OMC à Seattle, en 1999. En ce sens, les indignés forment clairement «un mouvement de justice sociale», estime M. Downing, professeur retraité de la Southern Illinois University. M. Downing a passé sa carrière à étudier la représentation des groupes marginaux et des mouvements dans les médias. Il est notamment l'auteur de l'*Encyclopedia of Social Movement Media* et le fondateur du Global Media Research Center.

Après un mois d'occupation permanente de Wall Street, le mouvement ne peut plus être qualifié d'éphémère, estime-t-il. C'est «un flambeau» pour tous ceux qui cherchent à remodeler l'économie mondiale. Wall Street n'est qu'un maillon de ce systé-



Des protestataires manifestant devant le Reichstag à Berlin

HANNIBAL HANSCHKE AFP

me, mais il est le plus susceptible de canaliser l'aigreur des millions de citoyens durement ébranlés par la crise financière. «Il n'y a aucun doute dans mon esprit sur le fait que le courage et la détermination des Grecs, des Iraniens, des Tunisiens, des Égyptiens, des Syriens, des Yéménites, des Bahreïnites et des Espagnols ont provoqué un sentiment de gêne de la part des peuples qui acceptaient passivement leur sort tandis que d'autres étaient prêts à risquer la mort, la torture, les mutilations et la prison», explique-t-il.

Il reste cependant prudent sur les chances de succès des indignés. «On peut penser que des réformes politiques et économiques vont émerger, comme le retour de la taxe Tobin. La planète est graduellement en voie de se réinventer, peut-être trop graduellement même. Ce sera un processus labo-

rieux, difficile et douloureux qui ne pourra réussir sans des politiques bien définies», dit-il.

Le cycle révolutionnaire est long, même si l'émergence des médias sociaux et l'interconnectivité tendent à accélérer la marche de l'histoire. En mai, l'Allemagne a décidé d'abandonner la filière nucléaire, mais le mouvement d'opposition s'était mis en branle il y a une trentaine d'années. Suffragettes, anti-apartheid, émancipations des Noirs: ces mouvements ont tous mis des décennies à accoucher d'un changement social. La remise en question du capitalisme est encore dans la prime jeunesse, estime John Downing. «Les environnementalistes sont un peu plus en avance dans leur réflexion, mais les choses pourraient évoluer rapidement.»

Le Devoir

Gentilly-2 doit faire l'objet d'une enquête

Bécancour — La reconstruction de la centrale nucléaire de Gentilly-2, à Bécancour, et les contrats qui y sont associés devraient être inclus dans une éventuelle enquête publique sur l'industrie de la construction. C'est ce que soutient le mouvement Sortons le Québec du nucléaire (MSQN).

De l'avis de Michel A. Duguay, physicien et professeur au département de Génie électrique à l'Université Laval, les dépassements de coûts dans le secteur nucléaire peuvent atteindre 200 %. En ce qui concerne Gentilly-2, M. Duguay s'attend à ce que le projet annoncé de deux milliards atteigne à terme les

quatre milliards pour la reconstruction. A cela doivent s'ajouter les coûts à long terme liés au traitement des déchets radioactifs, selon des groupes environnementaux réunis samedi dans le cadre du forum «La reconstruction de Gentilly-2: à nos risques et périls».

En additionnant tous ces frais, Gentilly-2 pourrait représenter une facture totale de 8 à 10 milliards. Ce n'est pas rentable selon le MSQN. Cette analyse est notamment fondée sur une étude de l'agence fédérale américaine, qui s'est penchée sur les cas de 75 réacteurs nucléaires, où les dépassements de coûts ont été, en moyenne, trois fois supérieurs

aux investissements initiaux prévus. Dans la documentation de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, les données sur Gentilly-2 n'ont pas de quoi rassurer. Le réacteur Candu de la centrale a été conçu il y a quarante ans. Les références indiquent que les modèles et les logiciels utilisés pour modéliser le réacteur étaient inadéquats dans les années 1970.

Selon le MSQN, l'entêtement à préserver un réacteur mal conçu dès le départ est un choix qui mérite que l'on s'interroge sur sa pertinence et sa viabilité à long terme.

La Presse canadienne

ARRÊTEZ LES DÉTENTIONS ARBITRAIRES PAS LES MANIFESTANTS!



AIDEZ-NOUS À LIBÉRER GENEVIÈVE ROCHETTE AVEC VOS SIGNATURES DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE CONTRE LES DÉTENTIONS ARBITRAIRES

MARDI 18 OCTOBRE 2011

DE MIDI À 13H

50, RUE STE-CATHERINE OUEST

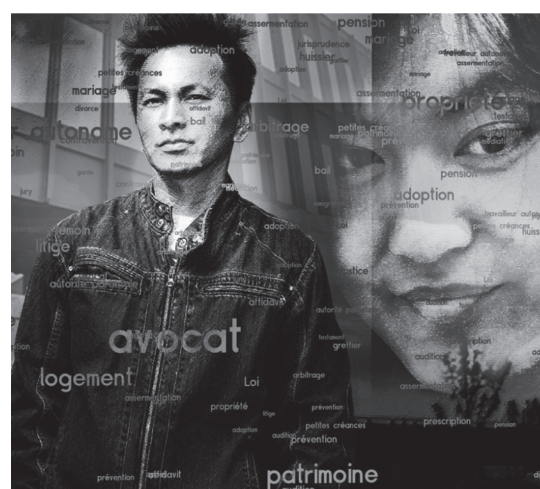
À LA MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

MÉTRO PLACE DES ARTS OU ST-LAURENT

INFORMATION : 514-766-9766

www.amnistie.ca/detentions

AMNISTIE INTERNATIONALE



Votre magazine d'information juridique

LE DROIT DE SAVOIR

Ce soir : Un débat de société, le droit de mourir dans la dignité

Tous les lundis 20 h, également en rediffusion

> POUR TOUT SAVOIR : WWW.CANALSAVOIR.TV

COPRODUCTION :

Barreau de Québec



Télé-Québec

SUR LES ONDES DE :



canal SAVOIR

DÉJÀ 25 ANS

PARTENAIRES MÉDIA :

LE DEVOIR

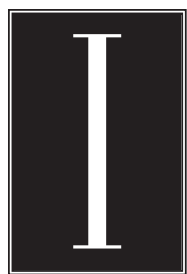
101.5 Radio-Montréal

ÉDITORIAL

Recherche et développement

Tenter le diable

Si le Québec a finalement pris conscience du fait que la fraude avait atteint des proportions endémiques dans la construction, le Canada devrait cesser de fermer les yeux sur un autre genre de fraude pratiqué par des milliers d'entreprises aux dépens d'Ottawa: celle des crédits d'impôt à la recherche.



Il a fallu des années de révélations dans les médias avant que les élites québécoises admettent que la fraude était chose courante dans la construction. Or, ce phénomène existe aussi dans d'autres secteurs. On pense spontanément aux paradis fiscaux qui privent les gouvernements de milliards chaque année, ou encore aux tactiques de «comptabilité créatrice» qui ne semblent pourtant pas émouvoir les associations d'entreprises.

Un exemple de fraude commise en toute impunité par des milliers de sociétés est le recours abusif au Programme (fédéral) de la recherche scientifique et du développement expérimental.

Déjà sévèrement critiqué par le Vérificateur général en 2000, ce programme de soutien à la recherche-développement (R-D) est mal connu du public parce qu'il est administré par l'Agence de revenu du Canada (ARC) qui n'y connaît rien en R-D, et que tous les dossiers sont donc confidentiels. Malgré cela, il a fait l'objet d'enquêtes journalistiques qui ont révélé la présence d'un système frauduleux à grande échelle.

L'an dernier, Ottawa a accordé près de 4 milliards en crédits d'impôt à 20 000 sociétés qui ont prétendu avoir effectué de la R-D au Canada. En additionnant les autres formes de soutien direct et indirect, le Canada consacre la rondelette somme de 7 milliards en fonds publics par année à la R-D, ce qui le place parmi les pays les plus généreux de l'OCDE.

Pourtant, jamais les sociétés canadiennes n'ont consacré si peu à la R-D. Résultat: avec un gain de productivité annuel moyen de 0,6 % depuis 2000 comparativement à 1,5 % aux États-Unis où cela est jugé nettement insuffisant, jamais les entreprises canadiennes n'ont enregistré une aussi piètre performance.

Il y a un an, les conservateurs ont mandaté un comité d'experts dont le rapport sera rendu public aujourd'hui, à Ottawa. Il est formé de personnalités compétentes, mais dont le mandat se limite à suggérer des changements susceptibles d'améliorer l'efficacité des programmes.

Pas question de s'interroger sur l'existence de cette mécanique bien huilée qui permet à des milliers d'entreprises d'abuser, voire de frauder le fisc avec la complicité d'une petite armée de consultants qui empochent jusqu'à 30 % des crédits obtenus.

Une enquête du *Globe and Mail* publiée en mars dernier nous apprenait que plusieurs de ces consultants, dont certains avaient participé à la conception du programme, s'offrent pour préparer les demandes en présentant n'importe quelle activité normale de production sous des airs de projet de recherche admissible. L'ARC connaît le stratagème, mais faute d'inspecteurs et d'expertise en R-D, elle ne peut rien faire. Depuis 2006, quatre personnes seulement ont été poursuivies et reconnues coupables.

Plusieurs études sérieuses publiées depuis un an demandent à Ottawa de sabrer ces dépenses inutiles et de remplacer les crédits d'impôt par des subventions directes administrées par les ministères. Au contraire, les associations patronales implorent Ottawa de rendre ces crédits «remboursables», et de les étendre à tous les secteurs de l'économie, même là où la R-D ne joue pas un rôle déterminant. Qu'en pense le comité d'experts?

j-rsansfacon@ledevoir.ca

Cinéma des Premières Nations

Sauver le Wapikoni

Le Wapikoni mobile poursuit une mission des plus nobles: sortir des jeunes autochtones d'un isolement destructeur grâce à la magie du septième art. L'ironie suprême veut qu'au moment où cette initiative croule sous les honneurs, elle soit menacée de mise à l'écart glaciale, sous prétextes budgétaires ignorant tout des motifs humanitaires.

Le Wapikoni de la cinéaste Manon Barbeau sème son espoir sur roulotte d'une nation autochtone à l'autre depuis 2004. Sa feuille de réalisations est stupéfiante: 7 nations touchées, 19 communautés du Québec visitées, 2000 participations à des ateliers audio et vidéo, 360 créations musicales enregistrées, 450 courts-métrages réalisés par les jeunes autochtones eux-mêmes, un rayonnement hors du commun dans des festivals internationaux, une quarantaine de prix témoignant de cette reconnaissance.

La semaine dernière, la fondatrice du Wapikoni avait une raison de plus de bomber le torse: la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a décidé de décerner à son organisme le prix Droits et Libertés 2011. Pour célébrer le pouvoir d'expression que le projet Wapikoni mobile a rendu à des jeunes brisés par la détresse régnant dans leur communauté. En maniant la caméra qu'on leur tendait, certains jeunes ont sauvé leur peau. Littéralement.

Mais ces honneurs tombent paradoxalement au moment où le Wapikoni cherche un second souffle. Privé d'une subvention cruciale de 490 000 \$ versée par le gouvernement fédéral — la moitié de son budget total —, l'organisme est menacé. Son calendrier de la prochaine année est remis en question, des escales sont en sursis. «*Le Wapikoni n'est pas mort!*», clame sa fondatrice, pratiquant elle-même l'école d'espoir qu'elle enseigne à travers lentilles de caméra et studio ambulants.

Derrière Mme Barbeau se profilent en effet des centaines de jeunes, abonnés par habitude au regard indifférent de l'extérieur, sept années de roulement du Wapikoni leur ont permis de croire qu'autre chose était possible. Voilà leurs espoirs déçus. Le cinéma, devenu pour certains une «bouée de sauvetage» — c'est Manon Barbeau qui le dit —, serait mis en veilleuse, et leur vie avec?

Les appels à la raison, ou plutôt au sentiment, n'ont pas ébranlé ce gouvernement — qui poussait l'incohérence jusqu'à faire tout récemment de Manon Barbeau, avec son projet, une ambassadrice auprès de la communauté européenne, à l'invitation du ministère des Affaires étrangères! Mais il y eut pourtant des appuis; venus des Premières Nations, de certains parlementaires, de la communauté.

Pour toute réponse, on sert à l'équipe de Mme Barbeau le plat du jour, l'indifférence. Sont privés de l'éclat qui leur revient un projet culturel devenu *success story* et ces peuples invisibles, que le Wapikoni montre pourtant sous un jour lumineux.

machouinard@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEÉ BOILEAU

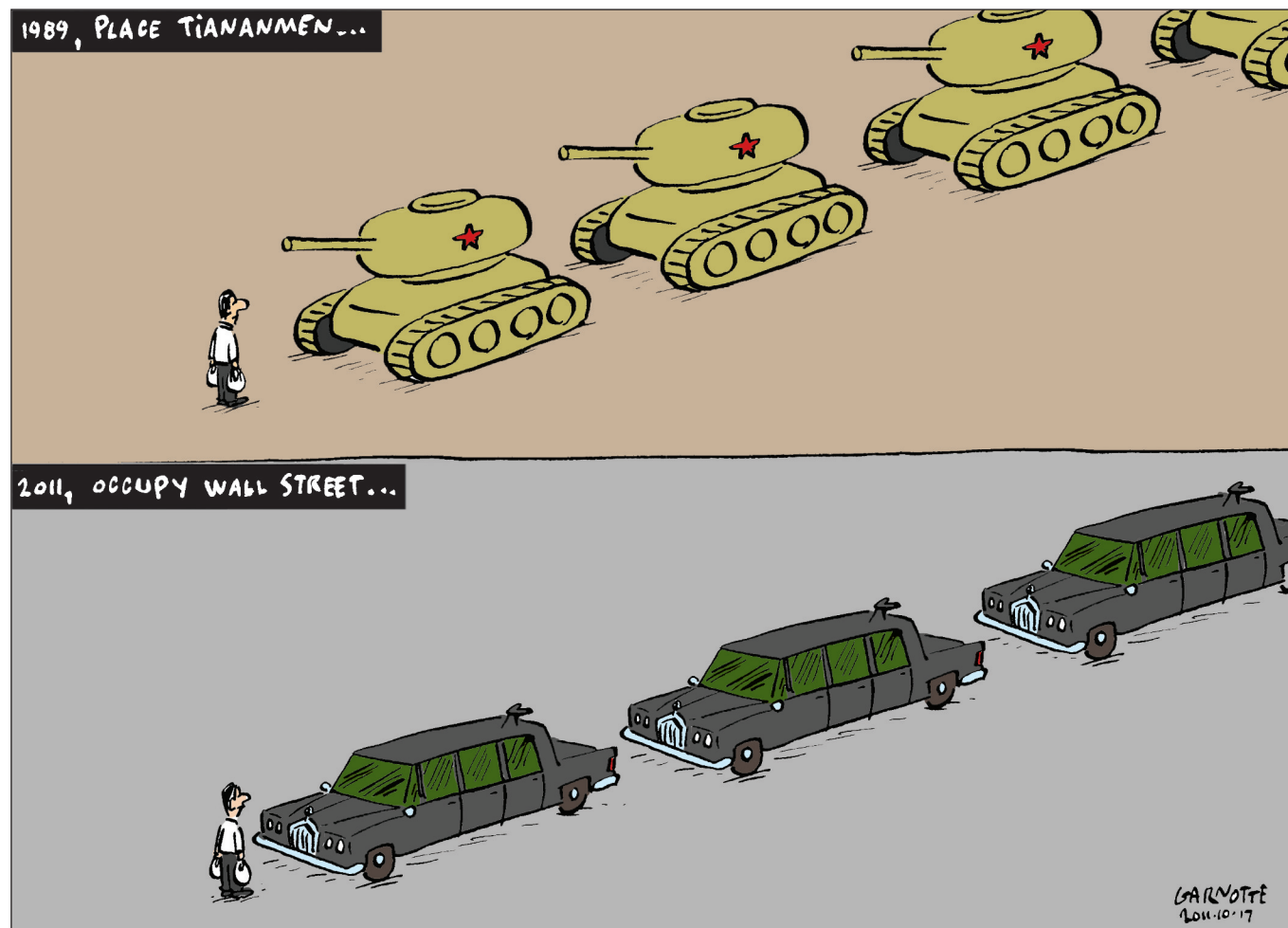
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARGINAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



L E T T R E S

Un ministre pour Montréal?

Gérard Deltell, de l'ADQ, qualifie le Montréal des défections de pur désastre de gouvernance avec trop d'élus, trop d'arrondissements, trop de roitelets, trop de plans urbains et trop de budgets. Mais il accouche néanmoins d'une souris comme solution.

En effet, il propose que soit nommé un ministre québécois de Montréal. Mais il y en a déjà eu un ou une! Ministre qui est resté absolument invisible, et qui n'avait aucun dossier ni opinion, ni position sur Montréal dès qu'on allait le voir à Québec. Et qui, symptôme ultime, n'a même laissé aucune trace! Une caisse vide, tout simplement.

Ce n'est pas avec ce genre d'épouvantail que l'on va corriger les problèmes de Montréal.

Michel Magnan
Montréal, le 14 octobre 2011

Commémorer la guerre de 1812, une bonne idée!

Souligner la guerre de 1812 est une bonne idée, malgré le flaflo politique et la prétendue récupération de cette annonce faite par le gouvernement conservateur.

Le ministre du Patrimoine canadien, James Moore, a donc annoncé le 11 octobre que son gouvernement allait commémorer la guerre de 1812. Cette guerre constitue une date déterminante dans l'histoire du Canada. Le moment fort de cette guerre commencée en juin 1812 se déroulera le 26 octobre 1813. Une invasion américaine avait été repoussée grâce à l'engagement de milices composées de francophones, d'anglophones et d'autochtones et des forces britanniques. Cependant, ce moment de notre histoire demeure presque inconnu pour l'ensemble de la population canadienne. Surnommée la victoire de la bataille de la Châteauguay, cette confrontation tient presque de la légende.

Pourtant, sans cette victoire, d'une armée disparate menée de façon brillante par le colo-

nel de Salaberry, le Canada aurait été rayé de la carte pour devenir un prolongement du territoire américain. Que l'on veuille souligner cet événement majeur de notre histoire, cela est une bonne nouvelle. La guerre de 1812 gagne à être connue, et espérons que le fait de la commémorer en 2012 fera en sorte de remettre les pendules à l'heure.

Si jamais vous passez par Salaberry-de-Valleyfield, vous y verrez une statue de ce héros qui trône au centre de la ville et qui en fait la fierté. Fierté toute personnelle également, puisque je suis originaire de cette ville et que, dans le cadre d'une série historique que j'avais réalisée pour la télévision communautaire, j'avais incarné le colonel de Salaberry.

Yvan Giguère
Saguenay, le 13 octobre 2011

Octobre 2011!

J'ai vécu la Crise d'octobre et les mesures de guerre en tant que correspondant du *Globe and Mail*. (Le *Globe* était indigné par l'accroc fait aux droits de la personne, et l'a dit. Un peu à ma surprise, ils ont publié toutes mes entrevues avec des militants sociaux emprisonnés, à leur sortie.)

Je l'ai vécu aussi en tant qu'auteur de *Notre parti est pris*, livre sur le groupe Parti pris. On a dit que le Manifeste du FLQ était à sauver partipriste. C'est en partie vrai... mais pas entièrement. Le moment, pour moi, où la différence s'est fait sentir, c'est quand le Manifeste dit, «et Trudeau la tapete...» Parti pris n'aurait pas dit ça, car il était sartrien, et défenseur de l'Autre; de *Saint Genet, comédien et martyr*.

Quarante et un ans plus tard, quel est le principal point à faire sur cette crise? Qu'il faut rester vigilant sur nos droits? Oui. Qu'il faut persister dans la défense du Québec? Oui.

Mais j'en suggérerais un autre, plus important encore: que c'est à ce moment que le Québec a pris sa grande option pour les méthodes pacifiques dans le changement social.

Les prises d'otages ont eu lieu dans ce bref moment où le Parti québécois avait

beaucoup de votes, mais seulement sept députés. Ça comptait, ça provoquait. Mais, bientôt, les progressistes et les indépendantistes ont ressenti que la terreur stressait un pays. Et que la persuasion, elle (véhiculée par un parti ou véhiculée par des groupes de luttes sociales), peut être très puissante.

Et cela a été la vision des progressistes et des indépendantistes du Québec depuis.

Malcolm Reid, écrivain
Québec, le 12 octobre 2011

Déplorable inertie

Yves Bolduc a beau décider de donner le feu vert aux sites d'injection supervisée (SIS) de Québec, le souvenir de son flagrant manque de volonté et de courage politique qui a caractérisé son action des derniers mois est toujours persistant. On se souviendra que l'Organisation mondiale de la santé et l'Institut de la santé publique du Québec n'ont cessé de souligner l'effet des SIS sur la réduction des maladies et des surdoses et que M. Bolduc n'a pas daigné réagir en conséquence et véritablement se pencher sur le dossier. Il fallait le voir s'en remettre systématiquement à l'éventuelle tombée du verdict de la Cour suprême, cette dernière qui se penchait sur le cas d'Insite.

Bien sûr, on peut avancer que la position des conservateurs dans ce dossier a vraisemblablement provoqué une crainte bien réelle dans la sphère politique provinciale québécoise et qu'Yves Bolduc, en tête, n'a pas voulu déplaire au gouvernement Harper, craignant de possibles représailles du fédéral. Soit, mais tout de même, on se serait attendu à davantage de la part de notre ministre. Son rôle n'est-il pas d'encourager des initiatives innovantes et des interventions adaptées aux besoins criants du milieu, et ce, peu importe l'allégeance politique qui a cours à Ottawa? Par sa déplorable inertie, il semble qu'il ait raté ici une belle occasion d'affirmer son leadership. Espérons que ce sera pour une prochaine fois.

Étienne Boudou-Laforce
Québec, le 13 octobre 2011

LIBRE OPINION

De l'inaction de Radio-Canada

PIERRE GOSSELIN

Professeur à l'École des arts visuels et médiatiques de l'UQAM

L'inaction de Radio-Canada (CBC) face aux propos de Don Cherry en réaction aux multiples démarches visant l'élimination de la violence au hockey en dit long. Ici et là, on clame haut et fort qu'on est contre la violence, mais on continue d'augmenter les budgets alloués à l'armée alléguant que nos soldats doivent disposer des meilleurs équipements.

Sommes-nous amnésiques? Avant le début du conflit en Afghanistan, le Canada était considéré comme un pays neutre. Son armée envoyait principalement des Casques bleus dans différentes zones du globe pour aider et non pour prendre part aux conflits armés. À partir du conflit afghan, une nouvelle culture prend place: nos Casques bleus amènent leur mitrailleuse non seulement pour assurer leur sécurité et celle des populations, mais pour prendre part activement aux attaques.

Que deviennent nos idéaux? Nous nous prononçons en faveur de la paix et contre

la violence et nous n'arrivons même pas à agir de façon cohérente face à une question aussi évidente que l'abolition de la violence dans notre sport national. Heureusement, nombreuses sont les voix qui se rallient actuellement en faveur d'un véritable sport sans déguisement, sans violence. Plus on écoute les débats sur la question et plus on comprend que la violence est érigée en système chez les entraîneurs et les propriétaires d'équipes qui l'utilisent comme moyen de vendre du hockey payant.

Ce système étend ses tentacules jusque dans les ligues enfantines où l'on forme de petits violents en puissance. Il est facile de voir que pour les partisans du *statu quo*, les personnes qui militent en faveur de la non-violence sont soit des «pukes» (pourritures, salauds), des renégats et des hypocrites (qualificatifs qu'attribue Cherry à d'anciens hockeyeurs), des *pinkos* (intellectuels roulant à vélo en ville), des hommes roses, des femmes ou fort probablement des tapettes, pourquoi pas?

Notre société d'État, dans tout cela, trouve le moyen d'en ajouter en ne faisant tout simplement rien contre Don Cherry. On a compris pourquoi: Cherry augmente ses

cotes d'écoute en utilisant sa «liberté d'expression» tout comme le faisait d'ailleurs Jeff Fillion à la radio il y a quelques années. Mais la radio de M. Fillion n'était tout de même pas grassement subventionnée par nos taxes et impôts!

Le gouvernement Harper n'interviendra pas davantage dans cette affaire. De façon évidente, les propos de Don Cherry ne heurtent aucunement les oreilles de la droite canadienne, et notre premier ministre apprécie la compagnie de Don Cherry. D'ailleurs, ne l'a-t-on pas honoré à la Chambre des communes il y a quelques années pour sa belle carrière? Cela se comprend, il sait si bien vomir sur le Québec et les Canadiens français. De son côté, notre société d'État est tout aussi laxiste quand il s'agit de protéger la langue française qui se voit de plus en plus dégradée sur ses ondes aux émissions d'information (RDI le matin, par exemple) tout comme lors de nombreuses émissions. Ce relâchement semble d'ailleurs bien payant en ce qui a trait aux cotes d'écoute.

J'ai honte d'être Canadien, et ce n'est certes pas le portrait de la reine ni la vue du drapeau qui atténueront mes blessures.

IDÉES

Libre-échange

Gare aux contradictions

Le Canada entreprend une étape cruciale dans ses relations commerciales

MICHAEL M. FORTIER

Banquier et ancien ministre du Commerce international, l'auteur a aussi été l'un des conseillers de la Bourse de Londres lors de la transaction envisagée avec le Groupe TMX.

Au cours de l'été, les révélations sur les frais de déplacement de membres du gouvernement Harper depuis 2008 ont fait réagir les partis d'opposition. Alors que des contraintes budgétaires forceront vraisemblablement des réductions importantes dans les dépenses de l'État, certains se demandent pourquoi le premier ministre et ses collègues empruntent le trajet vers l'aéroport aussi souvent.

Pourtant, l'augmentation de la portion des dépenses qui touche les missions à l'étranger ne devrait surprendre personne. Depuis 2008, les sommets internationaux sur des sujets reliés surtout à l'économie se sont multipliés. Parallèlement, avec la déconiture prévisible des efforts de l'Organisation mondiale du commerce de clore une entente de libre-échange multilatérale (ronde de Doha), le Canada a déculpé ses efforts auprès de plusieurs pays pour lancer des négociations bilatérales. Alors que l'on reprochait à M. Harper, peu après son élection en 2006, de ne se soucier guère de la place du Canada dans le monde, on peut difficilement le critiquer d'avoir fait ses classes (certains diront tardivement) et d'être devenu un allié important de nos exportateurs.

Du terrain à reprendre

La liste des pays qu'a visités le premier ministre pour la première fois depuis trois ans est révélatrice: Chine, Inde et Brésil. La possibilité que le Canada engage des négociations en vue d'une entente de libre-échange avec l'un ou chacun de ces pays dans les prochaines années est réelle. Alors que les gouvernements d'une grande majorité de pays développés se confrontent toujours à des défis économiques majeurs, ceux des économies émergentes naviguent encore dans des eaux relativement calmes. La contribution des pays émergents à la croissance mondiale (produit intérieur brut global) depuis dix ans est remarquable. De 21 % en 2002 elle est passée à près de 40 % en 2010.

Depuis l'échec des dernières négociations sérieuses autour de Doha en 2008, la Chine, l'Inde et le Brésil (et quelques autres) se sont vus courtisés par plusieurs pays pour entreprendre des négociations de libre-échange. Le Canada, il faut l'admettre, a énormément de terrain à rattraper. On pourrait même attribuer (en partie) la défaite cuisante du Canada en octobre 2010 pour l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU à l'absence de rapports étroits avec un groupe important de pays émergents, dont le Brésil.

Paradoxalement, ces efforts d'ouverture de nouveaux marchés se déroulent alors qu'ici même, au Canada, nous assistons à une certaine remise en question de la propriété étrangère de nos actifs. Dans la foulée de l'acquisition avortée de Potash par BHP Billiton en 2009, il est maintenant de mise de s'interroger sur la pertinence de permettre à des sociétés étrangères d'acquérir certaines entreprises canadiennes. L'alliance proposée entre la Bourse de Londres et le Groupe TMX en est un exemple récent. Bien qu'aucun gouvernement



En octobre 2007, le président d'Alcan, Dick Evans, annonçait officiellement l'acquisition de ce joyau de l'industrie canadienne par Rio Tinto. Mais c'était avant la remise en question de la pertinence de permettre à des sociétés étrangères d'acquérir certaines grandes entreprises canadiennes, dans la foulée de l'acquisition avortée de Potash par BHP Billiton en 2009.

n'ait eu à intervenir en raison du retrait de la proposition, les nombreux appels au patriotisme économique (et à l'intervention réglementaire) dès les premiers jours suivant l'annonce de la transaction ont surpris.

Un nouveau contexte

Assistons-nous à l'éruption de réflexes protectionnistes refoulés depuis la conclusion du libre-échange avec les États-Unis ou s'agit-il plus simplement d'une plus grande affirmation nationale résultant de la performance économique enviable du Canada des dernières années? Force est de constater toutefois qu'il existe une nouvelle grille d'analyse et que son mode d'emploi n'offre rien de simple pour les acquéreurs étrangers.

On peut aussi légitimement s'interroger sur l'acquisition d'Alcan par Rio Tinto en 2007: cette transaction résisterait-elle au nouveau contexte post-Potash? Probablement pas et, pourtant, le conseil d'administration d'Alcan a conduit les négociations avec Rio Tinto de main de maître et obtenu une contrepartie importante pour les actions d'Alcan. N'oublions pas qu'un très grand nombre de petits — et moins petits — actionnaires canadiens ont obtenu un rendement spectaculaire lors de la vente d'Alcan.

Il ne serait pas étonnant que certaines sociétés étrangères choisissent maintenant de procéder avec grande prudence au Canada, craignant de voir leurs projets d'acquisition repoussés ou plutôt assujettis à des conditions inintéressantes. Pour certains observateurs canadiens, il s'agit d'un pas dans la bonne direction. Il faut conserver nos sièges sociaux et par conséquent assurer le maintien de l'emploi au Canada.

Changement de ton

Cette logique se heurte toutefois à des principes élémentaires. S'il n'existe aucune règle touchant la propriété de sociétés œuvrant dans certains secteurs (contrairement, par exemple, au secteur aérien ou à celui des télécommunications), devons-

nous en assujettir l'acquisition à des règles plutôt arbitraires (comme c'est le cas présentement alors que la Loi sur Investissement Canada permet au ministre de l'Industrie de rejeter une transaction qui n'est pas à l'avantage net du Canada)? Après le rejet de l'acquisition de Potash, le premier ministre Harper avait laissé entendre que la loi serait revue. Espérons que cet examen permettra de mieux circonscrire ce que constitue un avantage net ou, à défaut, de décliner clairement les secteurs de l'activité économique à l'égard desquels le gouvernement juge un contrôle canadien essentiel.

De plus, au-delà des considérations réglementaires, nos gouvernements doivent-ils devenir des acteurs pour prévenir de telles transactions en utilisant les leviers économiques à leur disposition? Il faut se rappeler les appels répétés à la Caisse de dépôt et placement du Québec pour qu'elle intervienne dans le dossier d'Alcan (et celui de BCE dont la vente avortée à un groupe d'investisseurs canado-américains se déroulait à la même époque). La Caisse a résisté à la tentation; considérant le prix ultimement payé par Rio Tinto et les conditions économiques depuis l'acquisition, les contribuables du Québec lui sont probablement reconnaissants.

Pendant que M. Harper se déplace d'une capitale à l'autre, ses hôtes auront fort probablement noté le changement de ton au Canada. Le pays entreprend une étape cruciale dans ses relations commerciales. D'une très grande dépendance sur les États-Unis pour ses exportations, il souhaite maintenant offrir des solutions de rechange à ses exportateurs en leur ouvrant une fenêtre sur de nouveaux marchés très prometteurs. Ce faisant, on le s'agit d'ententes bilatérales, le Canada doit également convenir que non seulement des biens étrangers se retrouveront plus facilement sur les tablettes canadiennes, mais aussi que les capitaux étrangers risquent d'atterrir chez nous. Ces mêmes capitaux étrangers, doit-on le rappeler, qui ont contribué à l'essor du Canada depuis près de 150 ans.

Alimentation

Quand la faim justifie les moyens

LAURE WARIDEL

Auteure d'acheter c'est voter et de L'Envers de l'assiette

La guerre des prix tue. Des hommes, des femmes, mais surtout des enfants. Les images de la faim qui nous parviennent d'Afrique de l'Est ne sont que la partie visible d'un iceberg d'indécence.

Chaque année, la malnutrition assassine plus de cinq millions d'enfants de moins de cinq ans. En nombre de morts, c'est comme si la tragédie du 11-Septembre se répétait cinq fois par jour, mais seulement avec les plus petits d'entre nous.

Indécence, car de la nourriture, il y en a suffisamment. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), au stade de développement de ses forces de production agricoles actuelles, la planète peut nourrir en quantité et en qualité suffisante près du double de la population mondiale d'aujourd'hui. L'humanité n'est donc pas en manque de nourriture. Elle est en manque de justice.

Le système économique actuel est l'épicentre d'un séisme humanitaire qui fait des ravages non seulement en Afrique et en Asie, mais un peu partout sur la planète et même ici. Nos agriculteurs passent sous le rouleau compresseur des «impératifs» du marché, alors qu'à l'autre bout de la chaîne alimentaire, les citoyens sont de plus

en plus nombreux à avoir recours aux banques alimentaires, faute de revenus suffisants.

Avenir menacé

On nous a fait croire que la main invisible du libre marché allait permettre le progrès de l'humanité, que la marée allait soulever également tous les bateaux. Force est de constater que les inégalités sont en pleine expansion. Alors que le cinquième le plus riche de la population mondiale accapare 77 % de la consommation privée mondiale, le cinquième le plus pauvre ne dispose que de 1,5 %, rapporte la Banque mondiale. Quant à l'environnement, il est dans un tel état que l'avenir de notre espèce est aujourd'hui menacé. L'économie, pour sa part, est prise en otage par des oligopoles financiers qui exigent des rendements toujours plus élevés, quels qu'en soient les coûts sociaux et environnementaux.

La marchandisation des denrées alimentaires affame. Cette finance qui dicte ce qui est semé, récolté et distribué. Celle qui spéculé sur les terres comme sur le grain. Lorsque même Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale américaine, reconnaît la légitimité des manifestations contre Wall Street, et que Nicolas Sarkozy soutient qu'il faut «remettre l'économie au service de l'homme», le roi est nu. Le mensonge a assez duré. Si l'économie est une construction sociale, c'est à nous qui formons la société de la transformer afin qu'elle nourrisse tout un chacun.

La nourriture, rassembleuse

On nous a mis en guerre les uns contre les autres. Non, ce n'est pas tant une guerre entre pays, mais bien une guerre entre humains. Sans fusil, cette fois, mais tout aussi menaçante. Nous sommes devenus les variables d'un marché en tant que «ressource humaine», «producteur de biens ou de services», «investisseur», «consommateur» et j'en passe. On nous a mis en compétition les uns contre les autres, alors que l'histoire nous apprend que ce qui a permis l'évolution des espèces, comme des sociétés, a bien davantage relevé de la coopération que de la rivalité.

Le samedi 15 octobre avait lieu la Journée mondiale de l'alimentation. De tout temps, la nourriture ne nous rassemble. Sachant que personne ne souhaite la faim, il est grand temps de s'unir pour l'abolir. Si à court terme nous devons soutenir des organismes qui travaillent sur le terrain pour répondre à des besoins urgents, à moyen et long terme, il est dans notre intérêt de reconstruire les liens qui unissent producteurs et consommateurs, que ce soit à travers des circuits courts, le commerce équitable ou la participation à des mouvements collectifs comme la campagne «CULTIVONS» d'Oxfam ou «Pour une politique alimentaire populaire». Ensemble, nous pouvons construire un avenir où tout le monde mangera toujours à sa faim, partout.

QUESTIONS D'IMAGE

Une ville et sa fierté



JEAN-JACQUES STRÉLISKI

Il fut un temps où la ville de Montréal était fière. Si fière qu'elle le clamait haut et fort sur les toits de la cité et à la télévision. Le slogan «Montréal: la fierté a une ville» s'étalait partout. Sur les murs par l'affichage, mais également dans les journaux, les magazines ou sur les ondes radiophoniques.

Ce slogan occupait surtout une place de choix dans la tête et le cœur de chacun des Montréalais. Il résonne encore pour les plus vieux d'entre nous avec passablement de netteté, voire de nostalgie.

Montréal 1980

Dans un message de 60 secondes à la télévision défilaient lentement des images de la ville qui, avec le temps, nous paraissent bien fanées. On y découvrait le métro, une murale urbaine, deux ou trois figurants souriants devant des logements du plateau Mont-Royal, un clown accueillant deux ou trois passagers du métro... vide! Pendant plus de la moitié du message publicitaire, on ne voyait que l'OSM dirigé par Charles Dutoit, exécutant un très pompeux Boléro de Ravel. Avec, en finale, le pont Champlain sur fond de ville au soleil couchant. Et nous étions fiers!

C'était au début des années 80, du temps du maire Jean Drapeau. L'homme qui voulait faire rayonner Montréal jusqu'aux confins de l'univers. Mais, hélas, les choses ont beaucoup changé, et Montréal ne semble plus briller de tous ses feux, si l'on en juge par les commentaires et critiques acerbes qui nourrissent notre quotidien citoyen et cynique. C'est une formidable méprise.

Montréal 2011

Pourtant, si aujourd'hui j'avais à refaire ce même film, il aurait une tout autre allure. Celle d'un clip rythmé sur une trame sonore d'Arcade Fire étalant en cascade de très courtes séquences.

Dans ce clip, on verrait des images des cirques montréalais, la foule des festivals d'été, la nouvelle salle de l'OSM, les musées nombreux et attractifs, mais également les bords du fleuve, les parcs innombrables où courent des enfants par dizaines, les marchés publics et colorés, les restaurants gourmands et les terrasses de café pleines à craquer, les pistes cyclables, les Bixi, le quartier de l'innovation, les entreprises de jeux vidéo, les nombreux foyers de savoir et de créativité, universitaires ou non.

Les entreprises de communication, celles de production vidéo et de nouvelles technologies, sans oublier les joueurs les plus notoires dans les secteurs de l'aéronautique, des transports et de la pharmacologie. Mon clip pourrait ainsi circuler en toute liberté grâce à Internet sur les sites nombreux de tourisme du monde, montrant le visage multiculturel et tolérant d'une ville sans artifice, enviable pour sa qualité de vie, par des millions de gens sur la planète.

Montréal 2012

À New York, la semaine dernière, a eu lieu un événement rassemblant ceux qui s'intéressent, comme moi, aux secteurs innovants et créatifs. Dans la salle, des participants du monde entier, mais pour la plupart des Nord-Américains.

Un panel animé par Jean-François Bouchard, président de Sid Lee, rassemble Yannis Mallat, président d'Ubisoft, Ann-Marie Corbeil, du Cirque du Soleil, directrice artistique du spectacle Zarkana (vu la veille et très bon d'ailleurs), Sakchin Bessette, cofondateur de Moment Factory, un des espoirs mondiaux parmi les firmes de production événementielle (fortement impliqué dans le dernier spectacle de Céline Dion à Las Vegas), et Richard Deschamps, vice-président du comité exécutif de la ville de Montréal.

Un congressiste de Toronto pose une question: «Mais que fait Montréal que Toronto ne sait pas faire?» Je rêve. Une autre jeune femme, qui étudie à New York, demande: «Comment intégrez-vous vos pratiques managériales innovantes et les connaissances universitaires?» Yannis Mallat, d'Ubisoft, prend la parole: «Pour les universitaires, nous sommes un laboratoire d'observation, notre entreprise leur est ouverte. Ainsi, des chercheurs spécialisés dans l'univers de la créativité et du management nous scrutent en permanence afin de mettre en application un enseignement proactif et surtout prometteur.» J'exulte.

La créativité et l'innovation comme moteurs de savoir et d'économie. On vient de passer au XXI^e siècle.

Le lendemain, on annonce pour 2012 la tenue à Montréal de C2-MTL, conférence mondiale sur le commerce et la créativité. Montréal a indéniablement trouvé sa niche: l'innovation.

Retrouvera-t-elle, du même coup, sa fierté?

Jean-Jacques Stréliski est professeur associé à HEC Montréal, spécialiste en stratégie de l'image.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Bloux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (communis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Karl Retino-Parazelli et Sophy Lambert-Racine (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bérubé (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer (reporters); Jean de Billy, Jennifer (reporters); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxime-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

PÉAGE

SUITE DE LA PAGE 1

Par contre, l'idée d'imposer un péage sur tous les autres ponts touchant Montréal est rejetée par près de six Québécois sur dix, alors que 34 % de la population l'approuve. «Les gens sont visiblement prêts pour du péage sur une nouvelle structure, mais pas quand il y a une forme de droit acquis», dit Christian Bourque, vice-président chez Léger Marketing. Plus il y a de gens touchés, plus l'appui est faible.»

Globalement, M. Bourque estime que le ministre fédéral des Transports, Denis Lebel, «mène l-O contre son homologue à Québec, Pierre Moreau». Ce dernier s'était montré spontanément agacé par la décision d'Ottawa de réintroduire sur le pont Champlain le péage abandonné en 1990. Quelques heures avant l'annonce du ministre Lebel le 5 octobre, M. Moreau avait indiqué qu'à son avis, «ce n'est pas un privilège de travailler sur l'île de Montréal». M. Lebel avait pris soin d'indiquer en conférence de presse que Champlain était une structure «100 % fédérale», la décision lui revenait.

«Les concepts de l'utilisateur-payeur et du PPP passent bien, c'est donc une victoire majeure pour Denis Lebel, croit Christian Bourque. C'était attendu comme annonce, et la façon dont ça a été présenté a plu aux Québécois.»

Si Ottawa semble avoir frappé dans le mille

avec le projet du pont Champlain, celui de multiplier les signes d'appui à la monarchie et au drapeau canadien est par contre reçu dans la plus complète indifférence au Québec. «Soit on le rejette, soit on s'en moque ou on s'en balance», résume Christian Bourque.

L'ensemble des initiatives du gouvernement — accrocher des tableaux de la reine dans les ambassades et au ministère des Affaires étrangères (à la place de tableaux d'Alfred Pellan), installer un vitrail de 35 000 \$ au-dessus de l'entrée du Sénat, représenter la couronne de la reine sur les pages intérieures des passeports... — est reçu dans l'indifférence (29 %) ou de manière défavorable (55 %), alors que seulement 11 % des répondants l'appuient. Même 82 % d'électeurs conservateurs sont indifférents ou défavorables aux mesures proposées.

De même, le projet de loi C-288, qui vise à «interdire d'interdire» l'affichage du drapeau canadien, est jugé non nécessaire par 78 % des répondants, alors que 12 % trouvent l'idée nécessaire.

En même temps, les conservateurs ne paient pas le prix de ces initiatives impopulaires dans les intentions de vote. Le coup de sonde accorde 43 % des voix au NPD, contre 21 % pour le Bloc québécois, 18 % pour les conservateurs, 11 % pour les libéraux et 6 % pour le Parti vert, des résultats semblables au dernier sondage publié le 19 septembre.

«Si l'opposition à la campagne pro-monarchie des conservateurs était viscérale, il y aurait eu un impact sur les intentions de vote, dit Christian Bourque. Or, on peut voir que ça ne bouge pas:

leur stratégie était peut-être de plaire à un électoral plus traditionnel dans le reste du pays, sans perdre d'appuis au Québec, et, en ce sens, c'est réussi.»

Un échantillon probabiliste de cette taille — 1005 répondants — aurait une marge d'erreur de 3,1 points, dans 19 cas sur 20.

Le Devoir

■ Le sondage est publié sur notre site: www.ledevoir.com

Le choix des Québécois au fédéral

Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti auriez-vous l'intention de voter?

	Québec oct.2011	Région de Montréal	Région de Québec
NPD	43%	39%	43%
Bloc	21%	22%	16%
Conservateur	18%	14%	28%
Libéral	11%	17%	9%
Vert	6%	7%	4%

Sondage Léger Marketing réalisé par Internet auprès de 1 005 personnes de plus de 18 ans réparties dans toutes les régions du Québec, du 11 au 12 octobre 2011.

PEUPLE

SUITE DE LA PAGE 1

flotte sur la statue de Victoria) et les symboles militaires et paramilitaires. Occupons Montréal sera inclusif ou ne sera pas, ont jugé les participants. Seuls les comportements violents ou irrespectueux ne seront pas tolérés.

Le camp de fortune comprend déjà une cuisine populaire, un centre de dons où s'empilaient les couvertures et les chandails chauds, et des indications pour trouver les toilettes publiques les plus proches. Des patrouilles sont même organisées la nuit.

Dereck, étudiant au cégep, est tout simplement emballé par ce sens de la collectivité, ce contact humain qui fait défaut dans la culture numérique. «J'ai beau avoir quatre coloc, le côté humain n'est pas présent. On est tous sur nos ordis, enfermés dans nos bulles. Ici, c'est chaleureux», dit-il.

Stéphanie, chercheuse en raccrochage scolaire, partage ce sentiment. «Même s'il n'y a pas encore de revendication claire, on s'organise et on montre que c'est possible de faire les choses autrement. Il y a un sentiment d'empowerment. Chacun a sa place, chacun peut avoir son influence», explique-t-elle.

Occupons Montréal est unique dans l'histoire récente des mouvements sociaux. Plusieurs groupes y sont représentés, mais aucun ne semble imposer son programme, pour le moment. Samir (Décolonisons Montréal) est un habitué des mouvements de protestation. Il reconnaît presque tout le monde lorsqu'il se rend à une manifestation. Au square Victoria, il est en terrain moins familier.

Les frontières entre la gauche et la droite sont moins claires qu'elles n'y paraissent. Les francophones font la traduction simultanée aux anglophones (et vice-versa). Des di-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Pause-café matinale, hier, au camp de fortune que les protestataires ont érigé au square Victoria, à Montréal.

plômés de deuxième cycle universitaire côtoient les décrocheurs du système. Le collectif est résolument individualisé, sans être individualiste. Personne n'est contraint de s'effacer au profit du groupe ou d'un leader charismatique. Au contraire, les parcours identitaires les plus variés se croisent et s'entremêlent. «Occupons Montréal, ce n'est pas nous, c'est moi», a résumé une participante. Tous ces «moi» s'additionnent pour former un «nous» aux revendications encore incertaines.

Succès planétaire

«L'idée, c'est d'occuper un espace pour ouvrir un espace de revendication», dit Jean-Sébastien, un étudiant en sciences politiques à l'UQAM qui est particulièrement sensible à l'injustice sociale inhérente au capitalisme. «J'ai une job, je suis aux études, mais je sais que mon confort est possible à cause de l'exploitation dans d'autres pays. Le prix des jeans que je porte, c'est pas leur prix réel.»

Les excès de la finance et les inégalités sociales sont à la base du mouvement des indignés, qui s'est propagé partout dans le monde samedi.

Cet engouement planétaire a provoqué une montée de fièvre à New York, où les indignés occupent le parc Zuccotti depuis le 17 septembre. Au moins 92 personnes ont été arrêtées hier, dont 45 lors d'une manifestation à Times Square. Plus d'un millier de personnes ont rempli le Washington Square dans la nuit de samedi à hier avant d'être dispersées par les policiers. Quatorze personnes ont été arrêtées. À Chicago, on rapportait 175 arrestations au parc Grant, que les manifestants ont refusé de quitter lors de sa fermeture à 23h.

Des affrontements majeurs ont eu lieu à Rome, où des casseurs ont saccagé des vitrines et incendié des voitures. Une douzaine de personnes ont été arrêtées. La police italienne a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

À Londres, le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, était au nombre des manifestants. Il a promis une campagne de WikiLeaks contre les institutions financières dans les prochains mois. «Le système bancaire de Londres est le bénéficiaire d'argent issu de la corruption», a-t-il scandé.

Dans la plupart des villes participantes, les manifestations se sont déroulées dans l'ordre, y compris à Toronto, où le spectre des arrestations de masse, dans le cadre du G20, planait sur l'organisation.

Des appuis à l'ONU

Entre-temps, le mouvement des indignés continue de récolter des appuis. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité les dirigeants du monde à les «écouter».

«Depuis l'aube du printemps arabe, les jeunes du monde entier ont pris les rues, exigeant davantage de possibilités de participer à la vie économique et politique», a-t-il déclaré à l'ouverture de la 125^e Conférence de l'Union interparlementaire (UIP), réunissant 1200 délégués de 130 pays, à Berne.

«Laissez-nous les écouter, de peur que les prochaines décennies ne soient marquées par une instabilité et une aliénation qui sapent nos perspectives de paix, de sécurité et de prospérité pour tous», a-t-il ajouté.

Au Canada, le gouverneur de la Banque centrale, Mark Carney, a déclaré sur les ondes de la CBC que les protestations étaient «entièrément constructives». Les décideurs publics ne pourront faire l'économie d'une réflexion devant cette montée légitime de l'insatisfaction, a-t-il dit.

M. Carney voit l'expansion du mouvement au Canada comme un défi à relever. Elle rend «encore plus tangibles» les défis auxquels sont confrontés l'économie et les décideurs pour accoucher d'une réforme de la finance.

Le Devoir

Avec La Presse canadienne et l'Agence France-Presse

HOLLANDE

SUITE DE LA PAGE 1

Martine Aubry, et les candidats défaits du premier tour, Ségolène Royal, Arnaud Montebourg et Manuel Valls. La soirée avait des airs de présidentielle. Les chaînes d'information continue ont même suivi la Peugeot du gagnant en moto comme elles le font habituellement les soirs d'élection présidentielle. Le candidat, qui a prononcé trois discours, semblait de plus en plus inspiré au fur et à mesure que la soirée s'écoulait.

François Hollande a d'abord appelé au rassemblement de la gauche, cette même unité qui avait cruellement fait défaut à la candidate socialiste de 2007, Ségolène Royal. «Les primaires citoyennes viennent de livrer leur conclusion, c'est un succès démocratique», a déclaré le candidat des socialistes. Ce que nous venons de réaliser [...] est bien plus qu'un exemple.» Dans une phrase qui pourrait inspirer son slogan de campagne, il a déclaré: «C'est le rêve français que je veux réenchanter.» Devant son équipe réunie à la Maison de l'Amérique latine, François Hollande a dit souhaiter que «le 6 mai 2012, il y ait un successeur à François Mitterrand. Ça fait déjà longtemps, trop longtemps, que la droite a le pouvoir». Ses partisans criaient en chœur: «François à l'Élysée.»

La plupart des observateurs se demandaient

hier si les divisions qui se sont approfondies ces derniers jours mineront malgré tout l'unité des socialistes. Cette semaine, Martine Aubry avait même traité François Hollande de «gauche molle». Hier soir, à son quartier général, le ton était radicalement différent. «François Hollande est ce soir notre candidat», a affirmé Martine Aubry, qui retrouvera dès ce matin son poste de première secrétaire du parti. «Ce soir, c'est le rassemblement autour de notre candidat. Demain, ce sera l'équipe de France qui tournera la page de cinq ans de sarkozysme», a-t-elle conclu.

Pour l'ancienne candidate Ségolène Royal, battue au premier tour, François Hollande a une double légitimité par cette victoire à la primaire et par la marge avec laquelle il l'a emporté. Le troisième personnage de cette élection, le candidat de la «mondialisation», Arnaud Montebourg, avait déclaré la semaine dernière que les deux finalistes étaient du pareil au même. Hier soir, il a affirmé que la gauche était «à nouveau en phase avec notre société».

À droite, les réactions ont été claires. Il faut dire que plusieurs, comme le premier ministre François Fillon, jugent que l'UMP devrait s'inspirer de ces primaires. Les rares réactions ont été plutôt acerbes. Jean-François Copé a fustigé «une pseudo soirée électorale». Le secrétaire général de l'UMP a minimisé la victoire de François Hollande en ajoutant que celui-ci aurait dû «aller jusqu'à 65 % ou 70 %». La secrétaire d'État Nadine Morano a affirmé que François Hollande n'avait «pas la carrure

internationale» pour devenir président.

Le ministre des Transports, Thierry Mariani, a renchéri en soutenant que la Corrèze, dont François Hollande préside le conseil général, «est le département le plus endetté de France». Nette-ment moins partisan, l'ancien élu socialiste devenu ministre de l'Industrie de Nicolas Sarkozy, Eric Besson, s'est pour ainsi dire réjoui: «Ce sera donc Sarkozy-Hollande. Joli match en perspective!»

Inquiète de l'attention que cette primaire a suscitée dans les médias, l'UMP tiendra dès demain une convention spéciale afin de passer au crible le programme socialiste. Nicolas Sarkozy devrait aussi être l'invité d'une grande émission de télévision spéciale sur la crise peu avant le G20 de Cannes.

La présidente du Front national, Marine Le Pen, dit se féliciter de ce que le PS soit représenté par François Hollande. Elle estime que les idées du FN contre la mondialisation ont influencé Arnaud Montebourg, arrivé troisième au premier tour avec 17 % des voix. Mais elle évalue que le gagnant «est un champion du mondialisme le plus féroce».

Selon le journal France-Amérique, Martine Aubry l'a généralement emporté parmi les Français d'Amérique du Nord. Notamment à San Francisco (64,20 %), Montréal (57,68 %), New York (57,64 %) et Boston (64,9 %). En fin de soirée, le nouveau candidat des socialistes a martelé que cette campagne serait après, car, dit-il, «la droite, elle, ne lâchera rien».

Correspondant du Devoir à Paris

MULCAIR

SUITE DE LA PAGE 1

sur son interlocuteur, avec souvent un sourire large qui a quelque chose de carnassier lorsqu'il s'agit de politique.

En quelque 45 minutes d'entrevue avec *Le Devoir*, le député d'Outremont et ancien ministre provincial de l'Environnement défendra ainsi vigoureusement son bilan et ses manières. Parce qu'il est bien conscient que son défi est double pour cette course au leadership: d'une part, se faire connaître au Canada anglais, là où vivent plus de 95 % des membres du NPD. Mais il lui faudra aussi se faire «bien» connaître.

«Mes adversaires "spinnent" sur mon caractère, dit-il. On dit que je ne suis pas un joueur d'équipe, mais c'est drôle: à la conférence de presse [de jeudi], tous ceux avec qui j'ai travaillé depuis 35 ans étaient présents. Ça m'a ému: ces gens me sont restés loyaux.»

Questionné sur l'origine des commentaires qui affirment qu'il s'est fait des ennemis au NPD depuis son élection en 2007, que son style sans nuance est trop incisif pour ce parti (il faut voir avec quelle vigueur l'ancien chef Ed Broadbent a donné son appui à Brian Topp) ou encore qu'il est antisyndical (ce qu'il réfute), Thomas Mulcair ne tourne pas autour du pot. Oui, il a des adversaires au sein de l'establishment du NPD. Et non, il ne regrette rien de ses méthodes ou de son parcours.

Froisser

A chaque question sur sa personnalité combative et ce côté arrogant qui ont fait de lui un politicien aussi craint que respecté, M. Mulcair propose la même réponse: il est «très déterminé». «Je ne mâche pas mes mots et je ne parle pas la langue de bois», reconnaît-il. Ou encore: «J'ai une force de caractère qui fait en sorte que je suis capable de me tenir debout et de ne pas reculer» pour défendre certains dossiers. Quitte à froisser.

À la fin de l'été, il s'est prononcé pour le maintien d'une mesure abolissant les statuts privilégiés des centrales syndicales affiliées au NPD. Son principal adversaire, Brian Topp, était au contraire favorable à une reconnaissance des «biens historiques» entre le NPD et les centrales. M. Topp a obtenu peu après l'appui des Métallos.

«J'ai parlé au président des Métallos, relate Thomas Mulcair. Je lui ai dit qu'il fallait laisser voter les membres du NPD, et que j'avais l'intention ferme de ne servir aucun autre intérêt que celui du public. Ça a été cordial, mais il n'était pas habitué à se faire dire non par quelqu'un du NPD.»

M. Mulcair ajoute que «chaque parti a ses gens qui font la pluie et le beau temps. Et je me suis toujours rebiffé contre ça», soutient celui qui a été élu trois fois au provincial, et trois fois au fédéral. «Quand j'ai exigé la restauration d'un milieu humide à Laval [en 2005], je n'ai pas reçu d'accolades du milieu de la construction et du maire Vaillancourt. Même chose pour le mont Orford et Rabaska [deux projets auxquels il était opposé et qui ont provoqué son départ du cabinet du gouvernement Charest en 2006].»

Il en a aussi bousculé certains «qui travaillaient depuis des années aux communications du parti sans jamais s'être donné la peine d'apprendre le français», dit-il. «C'est sûr qu'ils se sont sentis menacés quand j'ai critiqué leur travail. Et je les retrouve aujourd'hui sur mon chemin parce qu'ils font partie de l'establishment qui tend à vouloir me barrer le chemin pour un candidat avec lequel ils se sentent plus à l'aise.»

Ce qu'il vit actuellement serait donc une «situation institutionnelle classique où des gens résistent au changement», affirme M. Mulcair en ciblant, sans les nommer, les partisans de Brian Topp nichés à divers niveaux au sein du NPD. «J'ai beaucoup de respect pour tous ceux qui ont travaillé pour le parti, mais c'est Jack Layton qui a réussi là où personne n'avait réussi auparavant, et c'est le modèle à suivre.»

Il se pose de cette manière en candidat du renouveau du NPD, capable d'élargir le bassin d'électeurs pour permettre au parti d'accéder au pouvoir. Sa stratégie: sortir des «sentiers battus du NPD». «Si on reste avec notre base, ça ne changera pas. En Saskatchewan, ça fait trois élections de suite où on ne fait élire personne. Il faut prendre acte de ça et regarder ce qu'on doit faire pour "connecter". On a réussi au Québec, on a livré les résultats. Il faut maintenant réussir ailleurs.»

Sur la ligne de départ, Thomas Mulcair plaide pour une campagne «propre et juste». Mais il n'hésite pas pour autant à décocher quelques flèches. «On n'a pas vu Brian Topp au Québec depuis cinq ans», a-t-il affirmé récemment. Vendredi, il expliquait son départ tardif en campagne par le fait qu'il était «dans un état de choc et de deuil profond pour un ami avec qui [il a] travaillé au coude à coude pendant cinq ans. Je n'aurais pas commencé à faire de la fine préparation pour une campagne du jour au lendemain», allusion directe aux intentions rapidement annoncées de M. Topp. Le ton est doux, mais le message est clair.

Thomas Mulcair dit néanmoins avoir «beaucoup appris des méthodes de Jack Layton pour gérer le caucus du NPD, parce que tu ne peux pas être aussi direct que ce que j'avais appris de mon mentor, Claude Ryan». Mais il ne s'est pas «assagi» pour autant: «désormais que j'ai toujours le feu sacré...»

Le Devoir

Mulcair en cinq dates

1954: Naissance à Ottawa

1994: Élu député provincial de Chomedey, après six ans comme président de l'Office des professions du Québec

2003: Nommé ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

2006: Dans la foulée du projet du Mont-Orford, il démissionne avec fracas du cabinet

2007: Élu député fédéral du NPD dans Outremont

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390